

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION EXTRAORDINAIRE DE 1974

10 JUILLET 1974.

**Projet de loi instituant
un revenu garanti à chacun.**

AMENDEMENTS PROPOSES
PAR M. HAMBYE.

ARTICLE 1^{er}.

A. A la première ligne du § 1^{er} de cet article, remplacer les mots « Tout belge » par les mots « Toute personne ».

B. Ajouter à ce même paragraphe un troisième alinéa, rédigé comme suit :

« Le même droit est reconnu aux mineurs émancipés par mariage, ainsi qu'à la mère célibataire, ayant la charge d'un ou plusieurs enfants. »

Justification.

Au moment où l'on veut reconnaître le droit à un minimum de moyens d'existence, on ne voit pas les raisons de refuser ce droit aux étrangers, ni aux mères célibataires mineures d'âge. On se propose, par d'autres textes légaux, de reconnaître aux étrangers les mêmes droits qu'aux Belges et de créer toutes les possibilités d'aider les mères célibataires.

ART. 6.

Au dernier alinéa de cet article, supprimer les deux dernières lignes.

Justification.

Il n'existe aucune raison de décharger de leur obligation alimentaire les gendres et belles-filles, la succession du conjoint prédécédé, les grands-parents ou les petits-enfants.

R. A 9787

Voir :

Documents du Sénat :

247 (S.E. 1974) :

N° 1 : Projet de loi;

N° 2 : Rapport;

Nos 3, 4 et 5 : Amendements.

BELGISCHE SENAAAT

BUITENGEWONE ZITTING 1974

10 JULI 1974.

**Ontwerp van wet tot instelling
van een gewaarborgd inkomen voor eenieder.**

AMENDEMENTEN
VAN DE HEER HAMBYE.

ARTIKEL 1.

A. Op de eerste regel van § 1 van dit artikel de woorden « Iedere Belg » te vervangen door « Eenieder ».

B. Aan dezelfde paragraaf een derde lid toe te voegen, luidende :

« Herzelfde recht wordt verleend aan de minderjarigen ontvoegd door huwelijk, alsmede aan de ongehuwde moeders met een of meer kinderen ten laste. »

Verantwoording.

Nu het recht op een bestaansminimum wordt erkend, zijn er naar onze mening geen redenen om dit recht te weigeren aan de vreemdelingen en aan de minderjarige ongehuwde moeders. Men is voornemens, door andere wettelijke teksten, aan de vreemdelingen dezelfde rechten te verlenen als aan de Belgen en alle middelen tot stand te brengen om de ongehuwde moeders te helpen.

ART. 6.

In het laatste lid van dit artikel te doen vervallen de woorden vanaf « deze laatste beperkt zijnde tot . . . ».

Verantwoording.

Er bestaat geen enkele reden om de schoonzonen en schoondochters, de nalatenschap van de eerstoverleden echtgenoot, de grootouders of de kleinkinderen te ontslaan van hun verplichting levensonderhoud te verschaffen.

R. A 9787

Zie :

Gedr. St. van de Senaat :

247 (B.Z. 1974) :

N° 1 : Ontwerp van wet;

N° 2 : Verslag;

Nrs 3, 4 en 5 : Amendementen.

ART. 7.

Au § 1^{er} de cet article, remplacer aux lignes 3 à 5, les mots : « compétente en vertu de la législation sur l'assistance publique pour fournir des secours à cette personne », par les mots « de la commune dans les registres de population de laquelle le bénéficiaire est inscrit ».

Justification.

Dans la majorité des cas, le texte du projet rend compétente la commission de la commune de la résidence du bénéficiaire. Il est préférable de le dire clairement plutôt que de renvoyer à une disposition de la loi du 2 avril 1965, qui prête à contestation.

ART. 8.

Ajouter au § 2 de cet article, l'alinéa suivant :
« Le dossier est tenu, trois jours avant la date de la séance, à la disposition de l'intéressé ou de son représentant. »

Justification.

La comparaison personnelle ne présente aucune utilité, si l'intéressé ne connaît pas les divers éléments du dossier et notamment les résultats de l'enquête sur lesquels la commission va fonder sa décision.

ART. 10.

A la troisième ligne du § 1^{er} de cet article, ajouter après le mot « introduire » les mots « par requête écrite déposée ou adressée, sous pli recommandé, au greffe du tribunal ».

Justification.

L'information à donner à l'intéressé, en exécution de l'article 9, § 3, doit être complétée.

ART. 11.

A la sixième ligne du § 2 de cet article, remplacer les mots « du bénéficiaire aliéné placé à charge des pouvoirs publics » par les mots « du bénéficiaire hospitalisé à charge des pouvoirs publics ou de l'assurance maladie-invalidité ».

Justification.

a) Depuis l'insertion des établissements pour malades mentaux dans le régime des hôpitaux, la formule « aliéné placé » a perdu tout sens.

b) Les raisons qui ont amené le Gouvernement à insérer le § 2 dans le projet de loi valent également pour les bénéficiaires hospitalisés pour de longues périodes et parfois jusqu'à leur décès et n'ayant plus aucune charge d'entretien personnel.

ART. 13.

Modifier cet article comme suit :

« Le remboursement du minimum de moyens d'existence payé par une commission d'assistance publique en exécution de la présente loi peut être poursuivi à charge du bénéficiaire en cas d'une omission de sa part, telle que visée à l'article 16, ou d'erreur matérielle.

ART. 7.

In § 1 van dit artikel de twee laatste regels te vervangen als volgt : « van de gemeente waar de gerechtigde in de bevolkingsregisters is ingeschreven ».

Verantwoording.

In de meeste gevallen is de bevoegde commissie, volgens de tekst van het ontwerp, die van de gemeente waar de gerechtigde zijn verblijfplaats heeft. Het is verkieslijk dit duidelijk te zeggen in plaats van te verwijzen naar een bepaling van de wet van 2 april 1965, die aanleiding geeft tot betwisting.

ART. 8.

Aan § 2 van dit artikel een lid toe te voegen, luidende :
« Het dossier wordt drie dagen vóór de zitting ter beschikking gehouden van de betrokkene of zijn vertegenwoordiger. »

Verantwoording.

De verschijning in persoon heeft geen enkel nut als de betrokkene de verschillende elementen van het dossier niet kent en inzonderheid de resultaten van het onderzoek waarop de commissie haar beslissing gaat gronden.

ART. 10.

In § 1 van dit artikel, op de derde regel, na « bedoelde betekening » in te voegen de woorden « bij verzoekschrift afgegeven aan of aangetekend gericht tot de griffie van de rechtbank ».

Verantwoording.

Het bericht dat aan de betrokkene moet worden gegeven met toepassing van artikel 9, § 3, dient nader te worden bepaald.

ART. 11.

Op de zevende en achtste regel van § 2 van dit artikel, de woorden « als geesteszieke geplaatst is ten laste van de openbare besturen » te vervangen door « ter verpleging is opgenomen ten laste van de openbare besturen of de ziekte- en invaliditeitsverzekering ».

Verantwoording.

a) Sedert de indeling van de inrichtingen voor geesteszieken bij de ziekenhuizen, heeft de uitdrukking « geplaatste geesteszieke » elke betekenis verloren.

b) De redenen waarom de Regering § 2 in het ontwerp heeft opgenomen, gelden eveneens voor de gerechtigden die voor lange tijd en soms tot hun overlijden in ziekenhuizen worden verpleegd en geen persoonlijke kosten van onderhoud meer hebben.

ART. 13.

Dit artikel te wijzigen als volgt :

« Het bestaansminimum, door een commissie van openbare onderstand uitgekeerd met toepassing van deze wet, kan op de betrokkene worden verhaald in geval van verzuim van zijnentwege zoals bedoeld in artikel 16, of in geval van materiële vergissing.

» Il peut être également poursuivi par la commission en vertu d'un droit propre :

— soit dans les limites et conditions fixées par le Roi, à charge de ceux qui doivent des aliments au bénéficiaire et ce à concurrence du montant auquel ils pouvaient être tenus pendant la période durant laquelle a été payé le minimum de moyens d'existence;

— soit à charge de ceux qui sont responsables de la blessure ou de la maladie qui a rendu nécessaire le paiement du minimum de moyens d'existence.

» Lorsque la blessure ou la maladie sont la suite d'une infraction, l'action peut être exercée en même temps et devant les mêmes juges que l'action publique. »

Justification.

a) Le minimum de moyens d'existence peut être accordé, en cas de recours, par le tribunal du travail. Dans ce cas, la C.A.P. n'accorde rien.

b) La référence à l'article 15 doit être remplacée par celle de l'article 16.

c) Le texte contient une confusion d'ordre juridique.

La loi permet à la C.A.P. d'agir en vertu d'un droit propre (et non par subrogation) à l'égard de certains tiers; cette règle ne peut évidemment valoir quand la commission poursuit le remboursement à charge du bénéficiaire. Le texte proposé distingue les deux hypothèses.

d) Il est préférable d'employer au lieu du mot « intéressé » celui de bénéficiaire, dont il est fait usage aux articles 11, 12 et 14.

e) Il y a lieu de remplacer les mots « revenu garanti » par une autre formulation, tenant compte des modifications apportées à d'autres articles du projet lors de la discussion en Commission.

ART. 14.

A. Supprimer le premier alinéa de cet article.

B. Libeller le second alinéa comme suit :

« La commission d'assistance publique doit notifier au bénéficiaire, par lettre recommandée à la poste, sa décision de récupérer à sa charge ou d'entreprendre contre lui une action en remboursement de tout ou partie du minimum de moyens d'existence qui lui a été payé; elle ne peut exécuter sa décision qu'à l'expiration d'un délai d'un mois. Si le bénéficiaire demande dans ce délai qu'il soit renoncé à la récupération ou à la demande de remboursement, la commission ne peut agir qu'après avoir confirmé sa décision par une nouvelle délibération. »

Justification.

a) Le premier alinéa est inutile. Le droit qu'il reconnaît à la commission lui appartient en dehors de toute disposition légale nouvelle.

b) Il faut distinguer deux hypothèses : La C.A.P. peut récupérer auprès de certains parastataux ou administrations en vertu de l'article 12; elle peut poursuivre le remboursement en vertu de l'article 13.

Il est sans intérêt de notifier à l'intéressé la décision de la commission d'agir contre des tiers; il faut limiter la portée du texte à l'hypothèse où la commission se propose d'agir contre le bénéficiaire.

» Het kan eveneens krachtens een eigen recht door de commissie worden verhaald :

— hetzij, binnen de grenzen en onder de voorwaarden bepaald door de Koning, op de onderhoudsplichtigen van de betrokkene, tot beloop van het bedrag waartoe zij gehouden konden zijn gedurende de tijd dat het bestaansminimum is uitgekeerd;

— hetzij op degenen die aansprakelijk zijn voor de verwonding of de ziekte die de uitkering van het bestaansminimum noodzakelijk heeft gemaakt.

» Wanneer de verwonding of de ziekte het gevolg is van een misdrijf, kan de vordering terzelfder tijd en voor dezelfde rechters als de publieke vordering worden ingesteld. »

Verantwoording.

a) Het bestaansminimum kan in geval van beroep worden toegekend door de arbeidsrechtbank. In dit geval kent de C.O.O. niets toe.

b) De verwijzing naar artikel 15 moet worden vervangen door de verwijzing naar artikel 16.

c) De tekst verwart de zaken op juridisch gebied.

De wet laat de C.O.O. toe krachtens een eigen recht (en niet door indeplaatsstelling) tegen sommige derden op te treden; deze regel is uiteraard niet toepasselijk wanneer de commissie het bestaansminimum op de gerechtigde verhaalt. De voorgestelde tekst maakt een onderscheid tussen die twee gevallen.

d) Het verdient aanbeveling het woord « betrokkene » te vervangen door « gerechtigde », welk woord wordt gebruikt in de artikelen 11, 12 en 14.

e) De woorden « gewaarborgd inkomen » moeten worden vervangen door een andere formulering, als gevolg van de wijzigingen die bij de bespreking in Commissie in andere artikelen van het ontwerp zijn aangebracht.

ART. 14.

A. Het eerste lid van dit artikel te doen vervallen.

B. Het tweede lid te doen luiden als volgt :

« De commissie van openbare onderstand moet aan de gerechtigde bij aangetekend schrijven kennis geven van haar beslissing om het hem uitgekeerde bestaansminimum geheel of ten dele van hem terug te vorderen of daartoe tegen hem een eis tot terugbetaling in te stellen; zij kan haar beslissing eerst ten uitvoer leggen na verloop van een maand. Indien de gerechtigde binnen deze tijd verzoekt van de terugvordering of de eis tot terugbetaling af te zien, kan de commissie niet handelend optreden tenzij na haar beslissing door een nieuw besluit te hebben bevestigd. »

Verantwoording.

a) Het eerste lid is overbodig. Het recht dat het aan de commissie verleent, bestaat reeds zonder nieuwe wettelijke bepaling.

b) Men dient twee gevallen te onderscheiden : de C.O.O. kan uitgekeerde bedragen terugvorderen van sommige parastatale of administraties, op grond van artikel 12; zij kan ook bedragen op de betrokkene verhalen krachtens artikel 13.

Het is nutteloos aan de betrokkene kennis te geven van de beslissing van de commissie om tegen derden op te treden; de draagwijdte van de tekst moet worden beperkt tot het geval dat de commissie beslist op te treden tegen de gerechtigde.

ART. 16.

A la première ligne du § 1^{er} de cet article, remplacer le mot « intéressé » par le mot « bénéficiaire ».

Justification.

Voir article 13.

ART. 21.

A. Remplacer le § 1^{er} de cet article par le texte suivant :

« § 1^{er}. Il est ajouté à l'article 580 du Code judiciaire, modifié par la loi du 20 juillet 1971, un 9^o rédigé comme suit :

» 9^o des contestations relatives à l'octroi, à la modification au refus et au remboursement par le bénéficiaire du minimum de moyens d'existence et à l'application des sanctions administratives prévues par la législation en la matière ».

B. A la quatrième ligne du § 3 du même article, remplacer les chiffres « 582, 1^o » par les chiffres « 580, 9^o ».

Justification.

Il n'existe pas de raisons de confier à des chambres du tribunal du travail, autrement composées, la connaissance des litiges relatifs à l'application d'une part, de la loi sur le revenu garanti des personnes âgées et d'autre part, du projet de loi en discussion.

J. HAMBYE.

ART. 16.

Op de eerste regel van § 1 van dit artikel het woord « betrokkene » te vervangen door « gerechtigde ».

Verantwoording.

Zie artikel 13.

ART. 21.

A. Paragraaf 1 van dit artikel te vervangen als volgt :

« § 1. Artikel 580 van het Gerechtelijk Wetboek, gewijzigd door de wet van 20 juli 1971, wordt aangevuld met een nr. 9^o, luidende :

» 9^o van geschillen betreffende de toekenning, de wijziging, de weigering en de terugbetaling door de gerechtigde van het bestaansminimum alsmede betreffende de toepassing van de administratieve sancties bepaald in de desbetreffende wetgeving ».

B. Op de vierde regel van § 3 van hetzelfde artikel de woorden « artikel 582, 1^o » te vervangen door de woorden « artikel 580, 9^o ».

Verantwoording.

Er is geen reden om de geschillen betreffende de wet op het gewaarborgd inkomen voor bejaarden en die betreffende het behandelde ontwerp aanhangig te maken bij anders samengestelde kamers van de arbeidsrechtbank.